



# NON à la cannibalisation

Au fil des réunions, la CGT reste fondamentalement opposée à la mutualisation des contenus avec les Journaux de Loire. Comment peut-on croire que la mutualisation des contenus pourrait amener à une monétisation payante en progression à la vue des études qui stipulent que le lecteur reste attaché à son titre et uniquement à son titre ? Dans le paysage des trois départements des JDLO Ouest-France est le grand perdant au niveau de sa visibilité, sauf à Nantes. La direction lâche délibérément tout cet ancrage local gagné au fil des décennies, ce qui va à l'encontre du cœur de cible visé : la monétisation de ces contenus qui dépendent d'une information de proximité, **notre ADN** et unique levier reconnu comme pérenne pour notre avenir est mis ici directement en péril. La valeur marchande de la marque Ouest-France dépend de sa valeur éditoriale. **Qu'en sera-t-il demain ?**

Nous refusons la mise en commun d'un desk multimédia qui n'est qu'une mutualisation déguisée et déjà entamée. **Que fait la Direction des différences** de valeurs déontologiques, de traitement de l'information tant rédactionnel que visuel, d'organisation, de conditions de travail, de salaires, de statut et de cultures d'entreprise ?

Il est indéniable que les SR de Ouest-France ont toujours apporté une réelle valeur ajoutée aux papiers de correspondants, l'accompagnement par nos JCC (journaliste conseil aux correspondants) permet, en amont, une copie appropriée aux attentes du journal. Ce travail en binôme a toujours porté ses fruits. Pourquoi le remettre en question si ce n'est que pour diminuer le nombre de pages, d'éditions et donc de salariés ? Le Desk multimédia unique sera administré par le titre majoritaire au détriment de nos SR et nos locaux. **Que restera-t-il de notre mission auprès de nos lecteurs ?**

Toutes ces réorganisations entre les frontières des métiers de la communauté rédactionnelle mettent en péril le fonds même de notre raison d'être : « **éclairer, informer et relier les citoyens, pour faire progresser le bien commun dans le respect de la dignité de chacun** ». Encore faudra-t-il s'en donner les moyens. **Le seul garant d'un avenir porteur pour tous, reste l'identité de chaque titre à valoriser et non à ensevelir.**

Le 28 février 2019